



Mardi 22 Juillet 2003

Vous avez dit «communautarisme» ?

par **Pierre-André Taguieff**¹

Directeur de recherche au CNRS, Paris-CEVIPOF

tribune parue dans Le Figaro du 17 juillet 2003

Le philosophe Pierre-André Taguieff nous propose une définition précise de ce terme dont la définition reste introuvable dans un dictionnaire :

"communautarisme".



Le terme «communautarisme» est utilisé, surtout en langue française (depuis les années 1980), pour désigner avec une intention critique toute forme d'ethnocentrisme ou de sociocentrisme, toute autocentration de groupe, impliquant une autovalorisation et une tendance à la fermeture sur soi, dans un contexte culturel dit «postmoderne» où l'«ouverture», et plus particulièrement l'«ouverture à l'autre», est fortement valorisée – ce qui redéfinit l'orientation «cosmopolite». Par ailleurs, le «communautarisme» est défini par ses critiques comme un projet so-

¹ Philosophe, directeur de recherche au CNRS, auteur entre autres de *La Nouvelle Judéophobie* (Editions des Mille et une nuits), de *L'Illusion populiste* (Berg international) et de *Du progrès* (Librio).

ciopolitique visant à soumettre les membres d'un groupe défini aux normes supposées propres à ce groupe (telle «communauté»), bref à contrôler les opinions et les comportements de tous ceux qui appartiennent en principe à ladite «communauté». La tyrannie de telle ou telle «communauté» est un phénomène social observable. Rappel à l'ordre communautaire : l'injonction «tu dois penser et vivre à l'image de ta communauté» est souvent lancée à des individus supposés prendre «trop de libertés» avec ce qu'il est communautairement convenu de faire et penser. Autre traduction possible, en éthique de l'authenticité : «Sois ce que tu es», le sous-entendu étant que mon «être» m'est donné par l'ensemble de mes appartenances. «Communautarisme» s'oppose donc à la fois à «individualisme» et à «cosmopolitisme». Mais le terme «communautarisme» désigne aussi une idéologie dont la fonction est de légitimer la reconstruction de groupements d'individus selon leurs origines, précisément des «communautés», dans le cadre des États-nations modernes fondés sur le principe normatif de l'homogénéité culturelle et ethnique, donc dans un espace politique postcommunautaire. En ce sens, «communautarisme» s'oppose à «nationalisme» ou à «nationisme». La «communautarisation» constitue une contestation interne de la construction nationale.

Il s'agit donc d'un terme d'usage polémique, nettement péjoratif : nul ne s'affirme naïvement et fièrement «communautariste» (pas plus que «raciste»), et les «dérives communautaristes» dénoncées sont toujours celles d'un groupe autre que le groupe d'appartenance du dénonciateur. Le «communautariste», c'est l'autre. Coupable de «repli identitaire» – cliché emprunté au discours anti-lepéniste des années 1980, avec d'autres («fermeture», «crispation», «rigidité», «archaïsme»). L'accusation de «communautarisme» est disqualifiante dans le champ des croyances et des valeurs dites «postmatérialistes» («individualistes» ou «libérales-libertaires») : tolérance, ouverture, liberté d'expression, flexibilité, métissage, etc. Cette force de péjoration véhiculée par le mot «communautarisme» contraste avec la célébration contemporaine, dans tous les milieux politiques, des «communautés», des «cultures» ou des «identités», bref de groupes qu'on suppose porteurs de valeurs incomparables et inestimables, faisant partie du «patrimoine culturel de l'humanité». Face aux cultures, aux spécificités ou aux identités communautaires, on appelle à pratiquer la «tolérance», on incite à ne pas «stigmatiser», voire à «respecter».

Blâme du «communautarisme», éloge des «communautés» : ce singulier contraste est à l'image des paradoxes qu'on rencontre dès lors qu'on tente de voir plus clair dans le tunnel des idées reçues sur la question. Si le mot «communauté» est défini dans tous les dictionnaires de langue (autour d'un noyau dur : une

collectivité sociale dotée d'une unité et d'une identité), le mot «communautarisme» ne fait toujours pas l'objet d'un article dans la nouvelle édition (2002) du Petit Robert. Indice de prudence ou symptôme d'un malaise ? Ce mot en «isme» est pourtant d'usage courant depuis deux décennies.

La dénonciation du «communautarisme» pourrait être abandonnée dans le stock des postures politiciennes disponibles, en tant que dénonciation convenue et convenable, n'engageant à rien, fondée sur une notion confuse. On peut néanmoins, en ordonnant les connotations du terme, distinguer quatre définitions possibles, qu'il s'agit de construire, de la notion floue de «communautarisme».

1. Mode d'auto-organisation d'un groupe social, fondé sur une «parenté ethnique» plus ou moins fictive (mais objet de croyance), dans une perspective ethnocentrique plus ou moins idéologisée, sur le modèle «nous versus les autres» («nous» : les meilleurs des humains, les plus humains d'entre les humains). «Communautarisme» devient synonyme de «tribalisme».
2. Vision essentialiste des groupes humains, chacun étant doté d'une identité essentielle dont on suppose qu'elle est partagée par tous ses membres ou représentants. L'individu est réduit à n'être qu'un représentant plus ou moins typique de ce qu'on imagine être le groupe dans sa nature abstraite ou son essence. L'imaginaire «communautariste» partage cette vision essentialiste avec la pensée raciste ou l'idéologie nationaliste.
3. Politique en faveur des identités de groupe, culturelles ou ethniques, fondée sur la reconnaissance de la valeur intrinsèque et du caractère irréductiblement multiple de ces identités au sein d'une même société, toutes étant supposées également dignes de respect, donc jugées libres de s'affirmer dans l'espace social (mais non pas, à strictement parler, dans l'espace public, qui suppose l'existence d'un champ d'interactions transcendant les «communautés»). Telle est la vision angélique du «multiculturalisme», celle qu'en donnent ses partisans déclarés.
4. Mais le «communautarisme» peut aussi désigner l'usage politique d'un mythe identitaire fondé sur l'absolutisation d'une identité collective. Ou encore caractériser une politique fondée sur le «droit à la différence» suivi dans toutes ses implications et radicalisé en obligation, pour chaque individu, de maintenir avant tout «sa différence», c'est-à-dire l'appartenance de groupe qu'il privilégie (disons, une «culture» d'origine, religieuse le plus souvent, naturalisée). En ce sens, le «communautarisme» apparaît comme une forme de néo-racisme culturel et différentialiste.

Pour la théorie normative de la démocratie, le terme de «communautarisme», si l'on neutralise sa forte charge polémique, apparaît comme un synonyme bancal de «multicommunautarisme», désignant les doctrines politiques de la société multiculturelle ou pluriethnique («ethnopluralisme»), et impliquant une conception de la société désirable comme un ensemble de «communautés» ou de «minorités» juxtaposées, chacune vivant selon ses valeurs et ses normes propres, au nom d'une conception de la tolérance fondée sur le relativisme culturel radical. Mais la tolérance exigée va au-delà de la simple non interdiction, qui revient à reléguer l'expression des identités dans la sphère privée : elle tend à se confondre avec une revendication de reconnaissance positive dans l'espace public. Tolérer ne signifie pas ici supporter ce qui est jugé difficilement supportable, mais respecter inconditionnellement les manières d'être et de penser d'un groupe, en évitant de dévaloriser son autoreprésentation et d'affecter l'estime de soi de ses membres. C'est pourquoi le recours au langage «politiquement correct» dérive nécessairement de la politique de la reconnaissance : l'impératif non discutable est qu'il faut éviter de porter atteinte à l'image ou à la dignité de tout groupe social «minoritaire». Dans cette perspective, le modèle de l'assimilation est récusé en ce qu'il ferait violence aux spécificités ou aux particularismes jugés intrinsèquement et également respectables.

L'espace social postnational est ainsi ethnicisé, voire racialisé, et ce, le plus souvent, au nom de l'antiracisme.

Le multicommunautarisme est une contrefaçon du pluralisme politique : il fige les identités collectives (toutes plus ou moins fictives, inventées ou réinventées) et instaure – au nom de la «tolérance» – un espace pluriconflictuel occupé par les actions concurrentielles des entrepreneurs d'identité communautaire (pour capter les allocations étatiques, mobiliser un secteur de l'électorat, monopoliser la représentativité médiatique, etc.). La politique, dans une société multicommunautariste, se réduit à un arbitrage permanent entre des groupes de pression dont les intérêts sont rivaux, incompatibles ou mutuellement exclusifs : la possibilité même d'une référence à un bien commun ou à l'intérêt général disparaît. Les revendications identitaires sont sans limites, les désirs communautaristes sont insatiables.

La question du «communautarisme» se complique du fait de ses interférences avec le nouveau radicalisme de gauche et les stratégies de la guerre culturelle conduite par les fondamentalistes islamiques (les «islamistes»). Ces milieux néo-gauchistes soutiennent significativement l'offensive des militants islamistes pour ébranler le consensus républicain, à travers le port du «foulard islamique»

dans les lieux scolaires. Ledit «foulard» constitue à la fois le symbole ultra-visible d'une appartenance religieuse (où s'affirme l'enfermement «communautaire») et le drapeau d'un combat politico-religieux, celui de l'islamisme radical, dont l'objectif final est l'«islamisation de la modernité». Ce projet d'islamisation planétaire comporte la visée d'une destruction du pluralisme libéral, garanti par l'existence d'États de droit et/ou de démocraties constitutionnelles.

La réponse des républicains, par définition défenseurs du principe de laïcité, est de moderniser l'islam. Il s'agit d'abord, dans la culture musulmane qui tend à les confondre, de distinguer et de séparer le politique et le religieux. Ce qui revient à favoriser l'apparition d'un «islam laïque», compatible avec les principes de la démocratie pluraliste et les valeurs de l'individualisme (privatisation de la foi). Mais si cet «islam à la française» est assurément désirable, son émergence se heurte à un obstacle sociopolitique de taille : l'affaiblissement, voire l'effritement des États-nations à l'époque de la globalisation. Pour faire émerger un islam «intégré», il faut prendre appui sur une structure politique intégratrice, dont les principes fondateurs fassent l'objet d'une adhésion forte des citoyens, et puissent faire rêver les candidats à l'intégration. La nation française, dans l'état où elle se trouve, est-elle suffisamment attractive ? La France rayonne-t-elle toujours au point de pouvoir compenser par des biens symboliques nationaux la perte d'une partie des nourritures psychiques fournies par les systèmes de croyances d'origine ?

Disse « comunitarismo » ?

O termo « comunitarismo » é utilizado, sobretudo na língua francesa (a partir dos anos 1980), para designar, com uma intenção crítica, toda a forma de etnocentrismo, toda a autoconcentração de grupo que implica uma autovalorização e uma tendência ao fechamento sobre si, num contexto cultural dito « pósmoderno », onde a « abertura », e mais particularmente a « abertura ao outro », é fortemente valorizada – o que redefiniu a orientação « cosmopolita ». Por outro lado o « comunitarismo » é definido pelos seus críticos como um projecto sócio-político que visa submeter os membros de um dado grupo às normas desse mesmo grupo (dessa tal « comunidade »), ou seja, a controlar as opiniões e os comportamentos de todos aqueles que pertencem em princípio à dita « comunidade ». A tirania de tal ou tal « comunidade » constitui um fenómeno social observável. Apelo à ordem comunitária : a injunção « debes pensar e viver à imagem da tua comunidade » é frequentemente lançada aos indivíduos que se entende tomarem « demasiadas liberdades » em relação ao que é comunitariamente conveniente fazer e pensar. Outra tradução possível, em ética da autenticidade : « sê aquilo que és », sendo subentendido que o meu « ser » me é dado pelo conjunto das minhas pertenças. « Comunitarismo » opõe-se portanto simultaneamente ao « individualismo » e ao « cosmopolitismo ». Mas o termo « comunitarismo » designa também uma ideologia cuja função é a de legitimar a reconstrução de agrupamentos de indivíduos segundo as suas origens, precisamente « comunidades », no quadro dos Estados-nação modernos, fundados sobre o princípio normativo da homogeneidade cultural e étnica, logo num espaço político post-comunitário. Nesse sentido, « comunitarismo » opõe-se a « nacionalismo » ou a « nacionismo ». A « comunitarização » constitui uma contestação interna à construção nacional.

Trata-se pois de um termo de utilização polémica, nitidamente pejorativo : ninguém se afirma cândida e orgulhosamente « comunitarista » (tal como « racista »), e as « derivas comunitaristas » que se denunciam são sempre as de um grupo de pertença diverso do denunciador. O « comunitarista » é o outro. Culpado de « refego identitário »² – cliché tomado do discurso anti-lepenista³ dos anos 1980, juntamente com outros (« fechamento », « crispação », « rigidez », « arcaísmo »). A acusação de « comunitarismo » é desqualificante no campo das

² em francês : « repli identitaire »

³ do nome do político francês Jean-Marie le Pen. [nota R&L]

crenças e dos valores ditos « post-materialistas » (« individualistas » ou « liberais-libertários ») : tolerância, abertura, liberdade de expressão, flexibilidade, mestiçagem, etc. Esta força de pejoração veiculada pela palavra « comunitarismo » contrasta com a celebração contemporânea, em todos os meios políticos, das « comunidades », das « culturas » ou das « identidades », ou seja dos grupos que supomos portadores de valores incomparáveis e inestimáveis, fazendo parte do « património cultural da humanidade ». Face às culturas, às especificidades ou às identidades comunitárias, apela-se a praticar a « tolerância », incita-se a não estigmatizar, ou seja a « respeitar ».

Crítica do « comunitarismo », elogio das « comunidades » : este singular contraste é semelhante aos paradoxos que se encontram quando se tenta clarificar as ideias feitas sobre a questão. Se a palavra « comunidade » aparece definida em todos os dicionários de língua (em torno de um núcleo duro : uma colectividade social dotada de um unidade e de uma identidade), a palavra « comunitarismo » continua a não ser objecto de qualquer artigo na nova edição (2002) do Petit Robert. Sinal de prudência ou sintoma de mal-estar ? Esta palavra em « ismo » está contudo em uso desde duas décadas.

A denúncia do « comunitarismo » poderia ser deixada na gaveta das posturas políticas disponíveis, como denúncia aceite e conveniente, perfeitamente inócua, fundada sobre uma noção confusa. Pode-se contudo, ordenando as conotações do termo, distinguir quatro definições possíveis, que se podem construir, da noção de « comunitarismo ».

1. Modo de auto-organização de um grupo social, fundado sobre um « parentesco étnico » mais ou menos fictício (mas objecto de crença), numa perspectiva etnocêntrica mais ou menos ideologizada, sobre o modelo « nós versus os outros » (« nós » : os melhores dos humanos, os mais humanos de entre os humanos). « Comunitarismo passa a sinónimo de « tribalismo ».

2. Visão essencialista dos grupos humanos, cada um dotado de uma identidade essencial que se supõe partilhada por todos os seus membros ou representantes. O indivíduo fica reduzido a não ser mais que um representante mais ou menos típico daquilo que se imagina ser o grupo na sua natureza abstracta ou na sua essência. O imaginário « comunitarista » partilha esta visão essencialista com o pensamento racista ou a ideologia nacionalista.

3. Política a favor das identidades de grupo, culturais ou étnicas, fundada sobre o reconhecimento do valor intrínseco e do carácter irredutivelmente múltiplo destas identidades no seio de uma mesma sociedade, todas elas consideradas igual-

mente dignas de respeito e, como tal, assumidas como livres de se afirmarem no espaço social (mas, para falar claro, não no espaço público, que supõe a existência de um campo de interações transcendendo as « comunidades »). Tal é a visão angélica do « multiculturalismo », aquela que dele dão os seus adeptos declarados.

4. Mas o « comunitarismo » pode também designar a utilização política de um mito identitário fundado sobre a absolutização de uma identidade colectiva. Ou ainda caracterizar uma política fundada sobre o « direito à diferença » seguida em todas as suas implicações e radicalizada na obrigação de cada indivíduo manter acima de tudo a « sua diferença », ou seja a sua pertença ao grupo que privilegia (uma « cultura » de origem, o mais das vezes religiosa, naturalizada). Nesse sentido, o « comunitarismo » aparece como uma forma de neo-racismo cultural e diferencialista.

Para a teoria normativa da democracia, o termo « comunitarismo », se se neutralizar a sua forte carga polémica, aparece como sinónimo coxo do « multicomunitarismo », designando as doutrinas políticas da sociedade multicultural ou pluriétnica (« etnopluralismo »), e implicando uma concepção da sociedade desejável como um conjunto de « comunidades » ou de « minorias » justapostas, vivendo cada qual segundo os seus valores e as suas normas próprias, em nome de uma concepção da tolerância fundada sobre o relativismo cultural radical. Mas a tolerância exigida vai para além da mera não interdição, que levaria a relegar a expressão das identidades para a esfera privada : ela tende a confundir-se com uma reivindicação de reconhecimento positivo no espaço público. Tolerar não significa aqui suportar o que se julga dificilmente suportável, mas sim respeitar incondicionalmente as formas de ser/estar e de pensar de um grupo, evitando desvalorizar a sua autorepresentação e afectar a autoestima dos seus membros. È assim que o recurso à linguagem « politicamente correcta » decorre necessariamente da política de reconhecimento : o imperativo não discutível é o de que se deve evitar atingir a imagem ou a dignidade de qualquer grupo social « minoritário ». Nessa perspectiva, recusa-se o modelo de assimilação pelo que ele implicaria de violência sobre as especificidades ou os particularismos julgados intrínseca e igualmente respeitáveis.

O espaço social post-nacional é deste modo etnicizado, leia-se racializado, e isso, o mais das vezes, em nome do anti-racismo.

O multicomunitarismo é uma contrafacção do pluralismo político : consolida as identidades colectivas (todas mais ou menos fictícias, inventadas ou reinventa-

das) e instaura – em nome da « tolerância » – um espaço pluri-conflitual ocupado pelas acções concorrenciais dos promotores de identidade comunitária (para captar subsídios estatais, mobilizar um sector do eleitorado, monopolizar a representatividade mediática, etc.). A política, numa sociedade multicomunitarista, reduz-se a uma arbitragem permanente entre os grupos de pressão com interesses rivais, incompatíveis ou mutuamente exclusivos : a possibilidade efectiva de uma referência a um bem comum ou ao interesse geral desaparece. As reivindicações identitárias não têm limites, os desejos comunitaristas são insaciáveis.

A questão do « comunitarismo » complica-se pelas interferências que tem com o novo radicalismo de esquerda e as estratégias de guerra cultural conduzida pelos fundamentalistas islâmicos (os « islamistas »). Estes meios neo-esquerdistas sustentam significativamente a ofensiva dos militantes islamistas para sacudir o consenso republicano, através do porte do « véu islâmico » no espaço da escola. O dito « véu » constitui ao mesmo tempo o símbolo ultra-visível de uma pertença religiosa (onde se afirma o fechamento « comunitarista ») e a bandeira do combate político-religioso do islamismo radical, cujo objectivo final é a « islamização da modernidade ». Esse projecto de islamização planetária comporta o objectivo da destruição do pluralismo liberal, garantido pela existência de Estados de direito e/ou de democracias constitucionais.

A resposta dos republicanos, por definição defensores do princípio da laicidade, é modernizar o Islão. Inicialmente, trata-se de distinguir e de separar, na cultura muçulmana que tende a confundi-los, o político e o religioso. O que acaba por favorecer a aparição de um « Islão laico », compatível com os princípios da democracia pluralista e os valores do individualismo (privatização da fé). Mas se esse « Islão à francesa » é seguramente desejável, a sua emergência depara-se com um obstáculo sócio-político de monta : o enfraquecimento, leia-se a desagregação dos Estados-nação nesta época de globalização. Para fazer emergir um Islão « integrado », é necessário o apoio de uma estrutura política integradora, cujos princípios fundadores possam ser objecto da forte adesão dos cidadãos e que possam fazer sonhar os candidatos à integração. A nação francesa, no estado em que se encontra, será suficientemente atractiva ? A França continuará a resplandecer a ponto de poder compensar, através dos bens simbólicos nacionais, a perda de uma parte dos alimentos psíquicos fornecidos pelos sistemas de crença de origem ?